

Direction Inspection Contrôle Audit

Dijon, le 14 FEV. 2024

Le directeur général de l'agence régionale de santé
à

Monsieur le Président du groupe DOMUSVI
46-48 rue Carnot
92150 SURESNES

RAR N° 2C 177 079 7573 9

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313-13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS 71 097 445 2 - EHPAD VILLA THALIA – SAINT-REMY

**PJ : - Tableau des mesures définitives
- Tableau de suivi RH**

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 21 août 2023, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux prescriptions et recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

A la suite de l'analyse des éléments que vous avez portés à ma connaissance le 14 septembre 2023 et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 21 août 2023, je vous notifie les prescriptions et recommandations rassemblées dans le tableau joint en annexe, classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures. Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par : [redacted] chargée de mission médico-social secteur « personnes âgées », à la direction territoriale de Saône-et-Loire [redacted]

Par ailleurs et afin de renforcer les conditions d'un accompagnement de proximité entre mes services et la direction de votre établissement, je vous remercie de bien vouloir compléter le fichier « tableau suivi RH » en pièce jointe. Ce dernier permettra d'assurer un suivi spécifique sur la thématique des ressources humaines de votre établissement et d'apprécier la stabilité de ses équipes soignantes.

Il sera à adresser (en format Excel) à la chargée de mission ARS susmentionnée, en charge du suivi, à 6 mois à compter de la réception du présent courrier.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre du travail, de la santé et des solidarités,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,



Jean-Jacques COIPLÉ

Copie à :

Madame la directrice
EHPAD VILLA THALIA
33 R CHARLES DODILLE
71 100 SAINT-REMY

Tableau des mesures définitives
Prescriptions

Date de mise à jour des mesures : 25/07/2024

Affaire suivie par : [REDACTED]

Nom (abrévié) : IHHANO VILLA THALIA

Adresse : 33 R CHARLES DORVILLE

Code postal : 71100

Commune : SAINT-JEHY

Prescriptions				Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Référence rapport EP	Niveau QJM/Atteintes	Date de la levée	Observations
Nb	4	Libellé								
1		Doter la structure d'un temps complémentaire de médecin coordonnateur, [REDACTED] soit en proposant une solution alternative.		Article D312-156 du CASP	6 mois	Avantier au contact de travail du médecin coordonnateur Autres modalités d'intervention proposées	E3	Atteintes++		La mission prend note de la réponse de la structure qui précise que en l'absence du temps suffisant défini par le décret d'un médecin coordonnateur, le service "Ve et soin" a la possibilité d'accompagner la résidence sur tous les sujets liés à la prise en charge des soins, (reacture de convention de partenariat, transmission et accompagnement à l'analyse des indicateurs clés de l'HAS, politique de gestion, analyse des EIGS, rédaction de procédure, déploiement de campagne de sensibilisation et de vaccination) La gestionnaire précise également qu'il existe également des mises à disposition de médecin coordonnateur de résidence à résidence pour l'avis médical d'un dossier d'admission. [REDACTED]
2		Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et répondre au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en incluant la rotation du personnel soignant, en particulier le recours aux CDD ; - en disposant d'un personnel qualifié ayant une connaissance de la structure et des résidents ; - en s'assurant de la détention effective des diplômés par les personnels pour tout recrutement, y compris en CDD ; - en consolidant la mise en place et l'accompagnement de parcours qualifiant pour accompagner la montée en compétences des professionnels FF AS en poste.		Article L311-3 du CASP Article L312-1 II a) 4 du CASP Article D312-155-II du CASP	6 mois	Plan d'actions faisant apparaître les différents leviers activés, les délais et les réalisations pour recruter les ETP manquants et stabiliser le personnel soignant Tableau de suivi nominatif des personnels FF AS en cours de VAE (date et n° de recevabilité de la demande, date de la VAE, nom du tuteur) [REDACTED]	E5, E6, E3	N		La mission prend bonne note de la réponse du gestionnaire ainsi que des moyens mis en oeuvre pour fidéliser, stabiliser et accompagner l'intégration des salariés : formation continue, prestation de bien-être, programme de petites et grandes attentions, prime au diplôme, accompagnement au diplôme (VAE, apprentissage), prime de fidélisation après 10 ans d'ancienneté, mise à disposition d'une plateforme de formation en ELEARNING. De plus, elle note que dans le cadre d'un financement ARS, la résidence travaille avec UNIVERSCO sur l'amélioration du processus d'intégration des salariés (en cours de déploiement : 2 réunions prévues au mois d'octobre) et accuse réception de la transmission du CR de la 1ère réunion. [REDACTED] La mission prend également bonne note de la réponse du gestionnaire qui s'engage à s'assurer de la détention effective des diplômés par les personnels pour tout recrutement, y compris en CDD. Ainsi, le diplôme de tous les candidats à des postes soignants a été demandé. Elle note que la résidence procèdera au contrôle des diplômés après de la DRETE. Au final, la souscription n° 2 est maintenue en l'état.
										le délai est rallongé à 9 mois pour ce point.

Tableau des mesures définitives

Prescriptions

Date de mise à jour des mesures : 25/07/2024

Affaire suivie par : [REDACTED]

Nom d'abonné(e) : EHMED VILLA THALIA

Adresse : 33 R CHARLES DORVILLE

Code postal : 71100

Commune : SAINT-LEMY

Prescriptions				Référence rapport EP	Niveau QJM/Abandonnée	Date de la levée	Observations
N°	4	Libellé	Fondement juridique				
3		Demandeur à l'ensemble des personnels infirmiers en poste de s'inscrire après de mettre à jour leur inscription au tableau de l'ordre infirmier	Article L4315-15 du CSP	E4	N		<p>[REDACTED]</p> <p>La prescription n° 3 est maintenue en l'état de la transmission dudit document comme élément de preuve formel.</p>
4		Mettre le règlement intérieur en conformité avec les évolutions législatives issues de la loi n°2022-401 du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte et mettre en place une procédure interne de signalement des alertes.	Article L313-34 du CASP	E2	N		<p>La mission prend acte de la réponse de la structure qui indique avoir pris note de cette prescription quant à la mise à jour et transmission prochaine du règlement intérieur.</p> <p>À noter toutefois que des précisions, relayées par l'inspection du travail, ont été portées à l'attention de la mission, concernant ce règlement intérieur.</p> <p>En conséquence et au vu de ces éléments, le règlement intérieur est accepté par la mission. Cependant, elle demande la transmission de tout autre document permettant de vérifier que les droits et obligations des salariés en matière de signalement de faits de maltraitance et/ou de violence sont bien respectés conformément à la réglementation prévue par le CASP et le CPP (articles L313-34 du CASP et 434-3 du CPP).</p> <p>La prescription n°4 est maintenue et reformulée :</p> <p>Transmettre tout document, intégrant un volet sur les obligations des salariés en matière de signalement de privatisés ou de mauvais traitements et sur leur protection quand ils témoignent de privatisés ou de mauvais traitements infligés à une personne accueillie, ou relatent de tels agissements (article 434-3 du CPP et article L313-34 du CASP).</p>
5		Réviser les modalités de délégation et de signature de la directrice de l'établissement afin qu'elle puisse assurer pleinement le pilotage opérationnel de la structure. La délégation doit notamment permettre de vérifier le partage des responsabilités entre le gestionnaire et la directrice, afin de se mettre en conformité avec la réglementation.	Article D313-376-5 du CASP	E1	N		<p>La mission prend note de la réponse du gestionnaire. Toutefois celle-ci ne correspond pas en tout point à ce qui a été convenu lors de l'échange du 7 septembre dernier avec mes services.</p> <p>[REDACTED]</p> <p>La directrice doit cependant conserver la possibilité et la latitude d'engager les sommes nécessaires pour toutes les dépenses courantes (propreté, électricité, chauffage, produits ménagers, ...) sans avoir à solliciter.</p> <p>Le gestionnaire s'est engagé à transmettre un document de délégation modifié en ce sens et précisant ces dispositions.</p> <p>La mission n'a pas relevé de nouveau document.</p> <p>La prescription n°5 est maintenue et notifiée, en l'état de la transmission d'un document de délégation modifié.</p> <p>[REDACTED]</p>

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Date de mise à jour des mesures : 25/01/2024

Affaire suivie par : [REDACTED]

Nom établissement : EHPAD VILLA THALIA

Adresse : 33 R CHARLES DODILLE

Code postal : 71100

Commune : SAINT-REMY

Recommandations			
Nb	0	Libellé	Observations
1		[REDACTED]	Attestation de suivi de formation transmise. La recommandation n° 1 n'est pas notifiée.
2		Organiser de manière efficiente la circulation optimale des décisions et informations significantes prises par la direction auprès des personnels.	La mission prend acte des éléments de réponse transmis, à savoir : Les informations structurantes et stratégiques pour la vie de la résidence communiquées via le CSE mais également lors de réunion générale et/ou service. La mission relève la communication du dernier CR de la réunion générale du personnel du 1/06/2023. Elle prend bonne note d'une réunion qui a dû se dérouler en fin d'année 2023. La recommandation n° 2 n'est pas notifiée